Chili : Non à la répression contre le peuple mobilisé ! Solidarité

mardi 22 octobre 2019, par FAL, NPA / NPA l'Anticapitaliste, PEPS (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2019).

Sommaire

- Communiqué de France Amérique
- Le Chili n'a plus peur - (...)
- Communiqué du NPA - Solidarité

Communiqué de France Amérique Latine : Non à la répression contre le peuple mobilisé au Chili !

France Amérique Latine est révoltée par la répression exercée par le gouvernement chilien, sa police et son armée, à l'encontre du peuple mobilisé à Santiago du Chili et dans plusieurs autres villes du pays.

La révolte et les émeutes qui secouent le Chili sont survenues à la suite d'un mouvement de contestation, initié par des lycéens et des étudiants, qui a débuté il y a deux semaines en raison de la hausse du prix du ticket de métro. Plus de dix personnes sont mortes depuis le début des émeutes, on compte des centaines de blessé.e.s . Il y a eu plus de mille cinq cents détentions et des accusations d'actes de torture perpétrés par les carabiniers. Pour la première fois depuis la fin de la dictature, le couvre-feu a été déclaré dans neuf des seize régions et vendredi soir l'état d'urgence a été décrété pour quinze jours dans la capitale chilienne.

Le président conservateur Sebastián Piñera a fait marche arrière samedi soir, en annulant l'augmentation du prix du métro. Cependant l'annonce n'a pas pu enrayer le mouvement de colère. Les revendications des manifestant.e.s se sont en effet rapidement élargies à d'autres sujets essentiels : la privatisation de la santé, de l'éducation et du système des retraites, les nombreux cas de corruption impliquant la classe politique, les militaires et la police, la privatisation des services publics (eau, électricité, téléphonie). En résumé, ce qui est au cœur de la contestation, c'est un modèle économique forgé durant la dictature du général Pinochet (1973-1990) et une société où les profondes inégalités sociales prennent la forme d'une violence économique et sociale quotidienne.

Face à cette situation, le président Piñera, reprenant des termes autrefois utilisés par le général Pinochet, a déclaré : « Nous sommes en guerre contre un ennemi puissant, qui est prêt à utiliser la violence sans aucune limite ». En mettant l'accent sur les actes de vandalisme qui ont marqué ces journées et non sur les revendications sociales qui ont motivé parallèlement les manifestations pacifiques, l'exécutif cherche à justifier la répression en cours.

France Amérique Latine exprime sa solidarité avec les mobilisations du peuple chilien et dénonce les dégâts causés par le néolibéralisme au Chili et en Amérique latine, qui plongent les classes populaires dans la misère et brisent les droits sociaux.

France Amérique Latine demande au président Sebastián Pinera de mettre fin à l'état d'urgence et au couvre-feu et exige que soit garanti le droit à la protestation sociale.

La France et l'Union Européenne doivent dénoncer une telle répression et cette atteinte inacceptable à la liberté d'expression du peuple chilien.

Bureau National de France Amérique Latine, Paris 22 octobre 2019

Le Chili n'a plus peur - Déclaration de PEPS « Pour une écologie populaire et sociale »

Le Chili n'a plus peur.

Ni de la répression militaire, ni d'affronter le néo-libéralisme !

La COP 25 ne doit pas se tenir au Chili à l'ombre des baïonnettes !

11 morts, des centaines de blessés, plus de 2000 arrestations après un week-end d'insurrection. Comme sous la dictature militaire du général Augusto Pinochet (1973-1990), l'armée tire sur les manifestants.

Laboratoire du néo-libéralisme sous l'impulsion de l'école de Chicago, le Chili a longtemps été présenté comme le miracle de l'Amérique latine par le FMI et la Banque Mondiale, oasis de stabilité politique et de succès économiques. La réalité du pays est autre : un consensus néo-libéral, imposé par la force. La fin de la dictature n'a pas mis fin à une constitution autoritaire, -celle de la junte militaire, et encore moins à une politique économique fondée sur la liberté totale du marché et son « ruissèlement ». Plus de 30 ans après le plébiscite perdu par Pinochet, en 1988, le Chili demeure, selon l'OCDE, un des pays les plus inégalitaires. En 2017, 1% de la population a capté 26,5% de la richesse.

Les chiliens, plus que d'autres latino-américains, vivent à crédit, dans une société où tout a été privatisé : l'éducation, les transports, la santé, l'énergie, etc. On se soigne, on étudie au prix d'un endettement qui hypothèque toute velléité de contestation ou de révolte, car sans emploi, vous ne pouvez pas compter sur les filets de sécurité que constituent des services publics et un système de protection sociale quasi inexistant dans le pays. Plus de 30%, des revenus d'un ménage chilien sont en moyenne consacrés, au remboursement d'emprunts bancaires. Une majorité de salariés gagne à peine davantage que le salaire minimum, les retraites permettent à peine de survivre.

C'est dans ce contexte que depuis quelques jours, l'augmentation, pour la deuxième fois de l'année, du prix du ticket de métro, utilisé par trois millions d'habitants de l'agglomération de Santiago, a mis le feu aux poudres. Santiago est une capitale surpolluée et asphyxiée par la voiture.
Le mouvement insurrectionnel a d'abord été lancé par la jeunesse lycéenne, étudiante et précaire, par les enfants des classes populaires et moyennes qui n'ont que leur salaire pour vivre et rembourser leurs emprunts, par les petits enfants de ces retraités qui après une vie de labeur touchent des pensions de misère.

La question des déplacements et du coût de la mobilité est un enjeu politique crucial, dans une ville

où la ségrégation spatiale est brutale
Cela n’est pas sans rappeler les grandes manifestations à Sao Paulo en 2013, les insurrections populaires contre l’austérité en Equateur, au Liban ou en France, le mouvement des Gilets Jaunes, né du refus de l’augmentation des impôts touchant les carburants.

La rapidité avec laquelle le mouvement s’est répandu, aux grandes villes du nord du pays, qui n’ont pas de métro, dit la profondeur du mécontentement social du pays face à un gouvernement aux recettes néolibérales les plus éculées, et la manifestation d’une conscience populaire qui se traduit par l’exigence d’une vie digne et du droit à décider de son avenir.

Cette mobilisation c’est aussi la fin de la peur. Cette jeunesse n’a pas peur de l’affrontement avec les forces de l’ordre et les militaires, elle ne compte pas rentrer docilement chez soi sans obtenir de victoire. La déclaration de l’état d’urgence avec instauration d’un couvre-feu ne semble guère avoir suscité une démobilisation. Les déclarations martiales du Président Piñera déclarant le Chili en état de guerre manifestent l’incapacité de la droite chilienne à ouvrir le dialogue avec un mouvement qui, partant de la question du prix du ticket de métro, vient à contester le système économique et social. Le maintien de l’ordre a été délégué par le pouvoir politique non à la police mais à l’armée comme aux heures sombres de la dictature. Héritière de la dictature, la droite chilienne au pouvoir semble incapable d’imaginer une réponse qui ne soit pas répressive. « No es por 30 pesos, es por 30 anos » - « ce n’est pas pour 30 pesos mais pour ces 30 dernières années », crient les chiliens.

PEPS appelle à la solidarité avec le mouvement populaire chilien et à soutenir toutes les manifestations en France pour dénoncer la répression, demander la libération de toutes les personnes emprisonnées et satisfaire les revendications du mouvement.

PEPS demande à toutes les associations, mouvements et organisations écologistes à exiger que la COP 25 qui devait se tenir à Santiago du 2 au 13 décembre ne se tienne pas au Chili. Discuter du réchauffement climatique sous les baïonettes de l’armée nous ramènerait 46 ans en arrière après le 11 septembre 1973.

Fin du monde, fin du mois même combat !

Pour PEPS, Sergio Coronado, militant franco chilien, ex député des Français à l’étranger de la zone Amérique

---

Communiqué du NPA - Solidarité avec le mouvement populaire chilien !

Basta de répression, basta de capitalisme néolibéral !

Au début de la semaine dernière, la hausse du prix du billet de métro à Santiago, capitale chilienne, a déclenché une vague de protestations initiée par la jeunesse qui a appelé à des journées de « non-paiement du métro ». Ces actions collectives ont été sévèrement réprimées par les carabiniers à l’intérieur même des stations, à coup de gaz lacrymogènes, de charges policières et même par des coups de feu.

Non seulement la répression n’a pas découragé la protestation, menée par la jeunesse étudiante, mais elle a gagné du terrain et s’est étendue aux classes populaires, qui vivent dans une précarité

permanente alors que les familles de la grande bourgeoisie sont parmi les plus riches d'Amérique latine. Le Chili est l'un des pays les plus inégalitaires au monde.

Face à cette révolte massive, vendredi dernier, le président multimillionnaire Sebastián Piñera a déclaré l'état d'urgence et le couvre-feu dans la ville de Santiago ainsi que dans plusieurs communes en déployant les militaires dans la rue, une mesure qui rappelle la sinistre époque de la dictature de Pinochet (1973-1989). Malgré cela, les luttes ne s'arrêtent pas et même s'étendent à d'autres villes : ce mouvement est désormais national et le mécontentement social qui s'exprime pointe désormais tout l'héritage de la dictature, mais aussi des décennies de gestion du néolibéralisme par les différents partis au pouvoir depuis 1990. Au Chili, la santé, l'éducation, l'eau, le système de retraites, les transports, etc. sont très largement privatisés et aux mains des capitalistes.

Selon des données officielles, il y aurait plus de 2000 manifestantEs détenues, plusieurs personnes sont mortes dans le cadre des protestations et il y a des centaines de blesséEs, certaines par balles.

Nous dénonçons la fuite en avant répressive, réactionnaire et militariste du gouvernement conservateur Piñera.

Toute notre solidarité va aux luttes du peuple chilien, qui s'inscrit dans une séquence de remontée des luttes à l'échelle de l'Amérique latine et, plus largement, de développement des mobilisations populaires au niveau mondial face au néolibéralisme autoritaire. Nous apportons tout notre soutien aux appels à la grève générale émis par plusieurs syndicats de travailleurEs chiliens, ainsi que par certaines organisations de gauche.

Nous soutenons également les différents rassemblements internationalistes organisés ces derniers jours à Paris, Toulouse, Grenoble, Lyon, etc. et appelons à multiplier de telles initiatives dans les prochains jours.

NPA, Montreuil, le 21 octobre 2019.